

Une info à nous transmettre? Une histoire à nous raconter? Ecrivez-nous à web@20minutes.ch

CAISSES DE PENSION

14 août 2011 13:14; Act: 14.08.2011 13:20

50 milliards partis en fumée

L'Union syndicale suisse (USS) craint pour le niveau futur des rentes du deuxième pilier, en raison de la force du franc.



Daniel Lampart (à gauche) et Paul Rechsteiner de l'Union syndicale suisse.

L'appréciation actuelle du franc suisse met en péril le niveau futur des rentes du deuxième pilier, avertit l'USS, car le phénomène a fait partir en fumée auprès des caisses de pension jusqu'à 50 milliards de francs ces 20 derniers mois.

Ce montant émane du chef économiste de la centrale syndicale Daniel Lampart, cité dans une interview parue dimanche dans l'hebdomadaire «Der Sonntag». L'USS critique au passage les plans du conseiller fédéral Didier Burkhalter de réduire les rentes via une diminution du taux de conversion, volonté «pas sérieusement fondée».

Selon Daniel Lampart, les arguments dont défaut de la part du Département fédéral de l'intérieur quant à savoir pourquoi les rendements futurs devraient se maintenir au niveau actuel. Ainsi, l'inflation globale n'est pas prise en compte ainsi que la hausse du niveau des taux d'intérêt dans la zone euro.

Cours plancher

Avec un euro étant descendu pratiquement à la parité face au franc mardi dernier, avant de remonter à 1,10 franc, la valeur totale des investissements dans la monnaie unique européenne a donc fondu ces dernières semaines une fois qu'elle est exprimée en francs suisses.

C'est pourquoi l'USS plaide en faveur de la fixation par la Banque nationale suisse (BNS) d'un cours plancher pour l'euro, qui passant aussi protégerait l'industrie d'exportation. «Je tends pour 1,40 franc pour un euro», lâche Daniel Lampart, pour qui ce seuil doit être «solidement motivé économiquement».

L'idée de fixer un taux de change minimum est partagée par le patron d'UBS Suisse Lukas Gähwiler. «Lorsque le franc est soumis à la seule volonté du marché, les conséquences en sont un ralentissement de la croissance économique ou même une récession», a-t-il expliqué dans les colonnes de la «SonntagsZeitung».

Choc externe

Lukas Gähwiler évoque pour sa part une limite fixée entre 1,25 et 1,30 franc pour un euro. Reste que les fourchettes de taux de change proposées pour sauvegarder les

intérêts de l'économie helvétique ne font pas l'unanimité, comme d'ailleurs pour savoir quel est l'impact réel des mesures annoncées par la BNS.

Dans une contribution propre dans l'hebdomadaire alémanique «Der Sonntag», le professeur d'économie st-gallois Franz Jaeger estime que la Suisse elle-même ne peut pas faire beaucoup face une valorisation du franc ayant une origine externe, à savoir la crise de la dette dans la zone euro et aux Etats-Unis.

Maurer veut attendre

La situation actuelle du franc suscite également une prise de position du conseiller fédéral Ueli Maurer. Toujours dans «Der Sonntag», le chef du Département fédéral de la défense (DDPS) se dit opposé à des interventions à court terme pour contrer le phénomène.

Ueli Maurer réagissait en cela à la table ronde organisée mercredi dernier par le ministre de l'économie Johann Schneider- Ammann. Le but de la réunion consistait à faire le point, avec les acteurs de la grande distribution, de l'absence d'impact de la force du franc sur les prix importés.

«Les mesures de court terme coûtent en général, et l'on doit à nouveau les payer plus tard», estime le ministre UDC. A ses yeux, il faut déjà compter avec les mesures de la BNS, à savoir faire tendre le taux Libor de référence vers zéro et accroître les liquidités à disposition du système bancaire et de l'économie.

(ats)